



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## La crise sanitaire et crise sociale, évolution parallèle

Question orale n° 1292

### Texte de la question

M. José Evrard alerte Mme la ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie, sur la fin de l'exploitation charbonnière dans le bassin minier décidée par l'Union européenne et son traité, la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), qui a fait de cette terre de travail et d'accueil un territoire qui se rétrécit comme peau de chagrin, au niveau de son activité économique. La dernière usine de reconversion Bridgestone de Béthune dans le Pas-De-Calais, obtenue de haute lutte, a programmé sa fermeture début mai 2021, supprimant 863 emplois dont beaucoup de travailleurs se retrouveront au chômage. Crise économique de la récession minière avec en parallèle une détérioration de la santé, frappés par les maladies telles que cancers, problèmes respiratoires, problèmes cardiaques et obésité liée à la malbouffe engendrée par la pauvreté et la paupérisation, tel est le constat enregistré. La détérioration sociale engendre la mal vie et ses problèmes sanitaires. Aujourd'hui, ce constat s'avère aussi pertinent concernant la crise sanitaire qui accentue les mêmes problèmes. S'y ajoute la vie sous psychotropes, antidépresseurs et autres drogues, les tentatives plus nombreuses de suicide, la maltraitance, les violences conjugales et familiales, le pays est en train de dérailler. La France et les Français vont mal autant physiquement que moralement. Il souhaite connaître son avis à ce sujet.

### Texte de la réponse

#### CRISE SOCIALE ET SANITAIRE DANS LES ANCIENS BASSINS MINIERS

**Mme la présidente.** La parole est à M. José Evrard, pour exposer sa question, n° 1292, relative à la crise sociale et sanitaire dans les anciens bassins miniers.

**M. José Evrard.** Ma question s'adresse à Mme Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Du haut des terrils jumeaux du 11-19 de Lens, le regard porte à l'infini, d'Ouest en Est, sur l'ex-bassin minier. Des chevalets disparus aux molettes qui ne tournent plus, reste le témoignage visuel d'un territoire qui fut jadis terre d'accueil parce que terre de travail. Ce sont des pyramides de schiste laissées par les gueules noires après plus de deux siècles d'exploitation charbonnière ; en ce temps d'avant la liquidation par la CECA, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, les quartiers ouvriers, les corons, foisonnaient de vie ; multiples étaient les associations sportives, culturelles et amicales.

La fin du charbon a entraîné des conséquences douloureuses pour la vie sociale. L'ex-capitale du bassin minier en porte de lourds stigmates ; les enfants du terril sont violemment frappés par un chômage endémique, qui pointe à la première place en France. À Lens, le salaire annuel moyen s'élève à 15 000 euros, 23 % de la population est au RSA, un pourcentage encore en nette augmentation avec la crise sanitaire, et il y a 20 % de chômeurs, un chiffre qui continue également de croître, l'hémorragie du chômage de masse se poursuivant.

La récession du travail a entraîné l'explosion des problèmes de santé : les cancers sont de 70 % supérieurs à la

moyenne nationale, le service de pneumologie du centre hospitalier de Lens, qui assurait 4 000 consultations annuelles, est fermé.

Le travail réduit à peau de chagrin gangrène la vie : pauvreté, misère, paupérisation provoquent une angoisse pétrifiante et minent l'appétit de vivre. La souffrance humaine est profonde. La galère a remplacé le bonheur au quotidien. Assurément, avoir 20 ans aujourd'hui dans les corons n'est pas le plus bel âge de la vie ! Cette jeunesse a grandi avec l'angoisse du lendemain, le terrorisme et maintenant la crise sanitaire. Cette jeunesse est cassée avant même d'avoir la chance de connaître la vie active. 2020 entrera dans l'histoire comme le marqueur d'une génération sacrifiée dont la situation des étudiants exprime tout le tragique.

Une jeunesse sacrifiée augure du destin douloureux d'un pays, la France, où les signaux d'espérance sont au rouge. Quand on vit dans un endroit complètement déglingué, comme le sont les corons, il est difficile de se sentir intégré et de croire en l'avenir. Ce ruissellement de la pauvreté entraîne une perte de confiance en soi. L'épidémie renforce les inégalités et accentue les fragilités : surpoids, troubles de l'alimentation, hausse des maladies cardio-vasculaires, diabète, explosion du nombre de cancers et de suicides, problèmes psychologiques...

Ce surcroît de crise prépare au pire ; le pays est en train de dérailler. Le centre de gravité d'une société, c'est son psychisme social. Détruire le travail, c'est détruire la vie. Le monde d'après ne sera pas radieux. Dans les corons, la vie des gens n'est pas celle de personnages fictifs ; ces gens ont un visage humain.

L'être humain vit en société, il a besoin de lien social pour se construire et se réaliser. Il faut dépister, soigner et protéger ; le confinement ne peut être la bonne réponse contre l'épidémie. Il faut endiguer cette détresse sociale et humaine. Donnons la possibilité d'accéder aux soins ; faisons reculer ce traumatisme. Les rêves et les espoirs ne doivent pas être brisés : ils sont un hymne à la vie.

**Mme la présidente.** La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des retraites et de la santé au travail.

**M. Laurent Pietraszewski**, *secrétaire d'État chargé des retraites et de la santé au travail.* Vous avez d'abord souligné un enjeu important concernant le bassin minier, territoire que nous connaissons bien tous les deux, mais qui est aussi vrai pour l'ensemble des Hauts-de-France, c'est celui de la santé. Par mes fonctions, je suis particulièrement engagé en matière de santé au travail, que nous cherchons à transformer pour qu'elle soit davantage centrée sur la prévention. En élargissant un peu la focale, car la situation que vous évoquez au sujet du bassin minier est également partagée par les autres territoires de la région, les chiffres concernant les Hauts-de-France le montrent bien : chaque année, on constate un surcroît de 10 000 décès par rapport à la moyenne nationale, ce qui place notre région aux dernières places d'un triste classement. Le Gouvernement est donc engagé afin de favoriser des actions de prévention en matière de santé au travail, et il accompagne les centres hospitaliers de Lens et, plus généralement, de la région.

En outre, vous avez rappelé l'importance du lien social. Ce dernier se crée aussi dans l'emploi et dans l'entreprise. Vous l'avez vous-même souligné en parlant du revenu moyen et du taux de chômage : l'emploi doit être la réponse que nous devons apporter collectivement.

Le site de Bridgestone à Béthune constitue un bel exemple en la matière. Le Gouvernement – notamment avec Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie –, accompagné de certains élus locaux, est parfaitement engagé pour mener une transformation avec deux objectifs : accompagner tous les salariés de Bridgestone qui doivent quitter leur emploi dans un nouveau projet professionnel et revitaliser le site de Bridgestone.

Permettez-moi de vous rappeler quelques chiffres au sujet des salariés concernés par la fermeture de l'usine Bridgestone : soixante-cinq personnes ont déjà retrouvé un CDI, treize un CDD, cent devraient être concernées par un départ en retraite anticipée et cent-dix salariés sont par ailleurs engagés dans un projet de formation.

Le lien social que nous trouvons dans le travail est important pour donner du sens à notre quotidien, à notre engagement et à notre vie. Le travail favorise l'émancipation. C'est l'objet du plan de relance défendu par le Gouvernement, avec 35 milliards d'euros mobilisés d'ici à 2022 autour de quatre axes : décarboner l'industrie, relocaliser les activités stratégiques, moderniser l'appareil productif et innover. Notre région des Hauts-de-France doit bénéficier d'un certain nombre d'actions et d'engagement du Gouvernement, pour autant que, collectivement, nous ayons l'énergie et la volonté de mener des projets. Si on veut donner de l'espoir dans les Hauts-de-France, il faut innover.

## Données clés

**Auteur :** [M. José Evrard](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (3<sup>e</sup> circonscription) - Non inscrit

**Type de question :** Question orale

**Numéro de la question :** 1292

**Rubrique :** Chômage

**Ministère interrogé :** Autonomie

**Ministère attributaire :** Autonomie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [9 février 2021](#)

**Réponse publiée le :** 17 février 2021, page 1630

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 février 2021](#)